

Unité départementale du Rhône
63, avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2022

Contexte et constats

Publication éventuelle sur **GÉORISQUES**

OXYANE (ex LA DAUPHINOISE)
4 chemin Latéral
69780 SAINT PIERRE DE CHANDIEU

Références : UDR-CRT-22-219-HD

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2022 dans l'établissement La DAUPHINOISE à Saint-Pierre de Chandieu. L'inspection a été annoncée le 21/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est éventuellement publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- **OXYANE (ex COOPÉRATIVE AGRICOLE LA DAUPHINOISE)**
4 chemin Latéral
69780 SAINT PIERRE DE CHANDIEU
- Code AIOT dans GUN : 0006104824
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le groupe coopératif agricole et alimentaire OXYANE (fusion des coopératives Terre d'Alliances et Dauphinoise le 16 janvier 2020) exploite, sur le territoire de la commune de Saint Pierre de Chandieu au lieu dit « gare d'Heyrieux »

- une installation de stockage de céréales de 60 812 m³ composée d'une installation de nettoyage et de tri du grain, de trois séchoirs et de deux silos verticaux ;

Les installations sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1991 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection ;
- Évolution du site : conformité du tableau d'activité, transformation du bâtiment de stockage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non conformité et des observations.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Analyse des évolutions portées à la connaissance de l'inspection	L. 512-2 CE Article 3 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 1991 modifié.	Mise à jour du tableau des rubriques ICPE et de la dénomination de l'exploitant par arrêté préfectoral complémentaire
Témoins de propreté	Article 13 de l'APC du 16 août 2006	Sans suite
Procédure d'intervention pour la gestion des situations d'urgence	Article 11 de l'arrêté du 29 mars 2004	Susceptible de suites

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de :

- clore l'inspection du 29/07/2021 ;
- clore les trois dossiers de porter à connaissance déposés par l'exploitant ;
- proposer une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 1991 modifié.

L'inspection a également permis de mettre en évidence une non-conformité. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour la lever. En cas de non-respect de la demande et de l'échéance mentionnée dans le présent rapport, l'inspection proposera une mise en demeure au titre de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Analyse des évolutions portées à la connaissance de l'inspection

Référence réglementaire : L. 512-2 CE ; Article 3 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 1991 modifié.
Thème(s) : Tableau des rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : L'exploitant a transmis trois porter à connaissance à l'inspection concernant : <ul style="list-style-type: none">la transformation du bâtiment de stockage en vrac des semences (ex silo 3) en entrepôt de stockage de produits conditionnés du type engrais, semences. (Courrier du 17/12/2018 complété par email le 1/12/2022),le changement de dénomination (Courrier du 2/03/2021), la coopérative La Dauphinoise est devenue la coopérative Oxyane sans changement des numéros de SIREN et SIRET ;l'exclusion des rubriques 2910 et 2260. (Courrier du 24/05/2022) D'après l'exploitant, les engrais classés 4702-II et 4702-III sont stockés en extérieur sous l'appentis et les engrais classés 4702-IV sont stockés dans la partie engrais de l'entrepôt. L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">le numéro de SIREN et de SIRET du site reste inchangé ;les séchoirs et les installations de nettoyage et criblage de substances végétales sont des installations connexes aux silos ;le site ne stocke plus d'engrais en vrac et que les quantités ne dépassent pas les seuils de la rubrique 4702 « Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium » ;les quantités susceptibles d'être présentes dans l'installation de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 et de catégorie chronique 2 ne dépassent pas les seuils des rubriques 4510 et 4511 ;l'entrepôt du site comprend 2 zones distinctes (installations pourvues d'une toiture, dédiées au stockage) une pour le magasin de stockage semences et le stockage d'engrais et l'autre pour le magasin de stockage agropharmaceutiques.que les quantités sur site concernant cette activité de stockage ne dépassent pas les seuils de la rubrique 1510 ;le transformateur PCB a été remplacé et détruit dans des filières adaptées (factures CEID du 31/05/2007 et TREDI du 06/06/2007) ;l'article 3 « nature et capacité des installations » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 1991 modifié qui classe le site au titre des rubriques 2160-1-a, 2260-2, 2910-2, 1155-3, 1180-1 et 1331-II-c doit être modifié ; Après analyse, l'inspection des installations classées estime que la transformation du bâtiment de stockage en vrac des semences portée à la connaissance de l'inspection ne constitue pas une modification substantielle au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : L'inspection prend acte des évolutions et modifications du site et convient de la mise à jour du tableau des rubriques ICPE et de la dénomination de l'exploitant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 1991 modifié.
Proposition de suites : L'inspection propose un arrêté préfectoral complémentaire en annexe du présent rapport.

Nom du point de contrôle : Témoins de propreté

Référence réglementaire : Article 13 de l'APC du 16 août 2006
Thème(s) : Poussières
Prescription contrôlée : La quantité de poussières fines déposées sur le sol d'un atelier ne devra pas être supérieure à 30 g/m ² sur une surface qui aura été définie, en accord avec l'inspecteur des installations classées, comme étant représentative de l'état de l'atelier.

Constats :

La demande n°1 du rapport de l'inspection UDR-CRT-21-295-HD du 07/09/2021 stipule « l'exploitant positionnera les témoins de propreté au niveau des emplacements définis dans le dossier 2018-LB-11-1 du 14 novembre 2018 établi par la Société ACMOUV. ».

L'inspection a constaté la présence de témoin d'empoussièrement peint au sol.

Type de suites proposées :

Sans suite

Nom du point de contrôle : Procédure d'intervention pour la gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire :

Article 11 de l'arrêté du 29 mars 2004

Thème(s) :

Gestion des situations d'urgence

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

(Arrêté du 23 février 2007, Article 5)

Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
 - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître;
 - les mesures de protection définies à l'article 10 ;
 - les moyens de lutte contre l'incendie ;
 - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- et le cas échéant :
 - la procédure d'inertage ;
 - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "

Constats :

L'exploitant présente un plan de sécurité du site version du 30/11/2022. Le plan intègre les modifications des stockages sur l'entrepôt, les potentiels de dangers y sont correctement référencés.

Concernant les phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître, l'inspection constate que les phénomènes dangereux liés aux engrais figurant dans l'EDD du site en date d'octobre 2005 ne correspondent plus à l'activité du site.

D'après l'exploitant, les distances d'effets de l'EDD du site en date d'octobre 2005 correspondant à la décomposition des engrais (ammonitrates) en vrac couvrent ceux liés à la décomposition des engrais stockés sur le site.

L'inspection constate que le site est aujourd'hui classé uniquement au titre de la rubrique 2160. « *Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.* », et que le stockage d'engrais n'est pas nécessaire à cette activité et n'est pas non plus de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients de l'activité silos.

Ainsi, l'autorisation environnementale est applicable aux installations classées au titre de la rubrique 2160, l'inspection recommande à l'exploitant de mettre à jour son étude de dangers.

Type de suites proposées :

Susceptible de suite

Proposition de suites :

L'exploitant réexamine les potentiels de dangers liés aux engrais en prenant en compte :

- les modifications intervenues sur l'installation depuis 2005 ;
- les évolutions scientifiques et techniques concernant les substances et les phénomènes dangereux ;
- les retours d'expérience.

Il intègre ce réexamen à ses procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence et transmet ces procédures à l'inspection dans un délai de 6 mois.